

<b>1</b>	<b>LES PRINCIPES GÉNÉRAUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DANS L'ENTREPRISE</b>
<b>1.1</b>	<b>Les entreprises assujetties et les sources du droit</b>
<b>1.2</b>	<b>Les éléments visés par la réglementation en matière de sécurité</b>
<b>1.3</b>	<b>La mission du chef d'établissement</b>
<b>2</b>	<b>LES MESURES DE SÉCURITÉ RELATIVES AUX ÉQUIPEMENTS</b>
<b>2.1</b>	<b>Les équipements de travail</b>
<b>2.2</b>	<b>Les machines</b>
<b>2.3</b>	<b>Les équipements de travail faisant l'objet de règles particulières</b>
2.3.1	Les équipements et accessoires de levage
2.3.2	Formation
2.3.3	Les ascenseurs et ascenseurs de charge
2.3.4	Les équipements sous pression
<b>2.4</b>	<b>Les équipements de protection individuelle (EPI)</b>
2.4.1	Les trois catégories d'EPI
2.4.2	Le choix des EPI
2.4.3	L'utilisation des EPI
2.4.4	La fiche de poste
2.4.5	Les risques liés aux interventions en hauteur
2.4.6	Le risque électrique
2.4.7	Travail sur écran
2.4.8	Le risque amiante
2.4.9	Le bruit
<b>3</b>	<b>LES INTERLOCUTEURS EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL</b>
<b>3.1</b>	<b>Le responsable sécurité</b>
<b>3.2</b>	<b>Le CHSCT</b>
<b>3.3</b>	<b>L'inspection du travail</b>
<b>3.4</b>	<b>La CRAM</b>
<b>3.5</b>	<b>Le médecin du travail</b>

<b>4</b>	<b>L'ÉVALUATION DES RISQUES</b>
<b>4.1</b>	<b>Généralités</b>
4.1.1	Quelques définitions sur l'évaluation des risques
4.1.2	Pourquoi procéder à une évaluation des risques ?
4.1.3	Qui doit procéder à l'évaluation des risques ?
4.1.4	Comment procéder à l'évaluation des risques ?
4.1.5	La réglementation
<b>4.2</b>	<b>L'analyse préliminaire de risques (APR)</b>
4.2.1	Définition
4.2.2	Objectif
4.2.3	Dans quel contexte ?
4.2.4	Déroulement de l'analyse
<b>4.3</b>	<b>L'analyse des modes de défaillances, de leurs effets et de leur criticité (AMDEC)</b>
4.3.1	Définition
4.3.2	Objectifs
4.3.3	Dans quel contexte ?
4.3.4	Déroulement de l'analyse
<b>4.4</b>	<b>La méthode HAZOP</b>
4.4.1	Définition
4.4.2	Objectif
4.4.3	Contexte
4.4.4	Principes
4.4.5	Déroulement de l'analyse
<b>4.5</b>	<b>Les arbres de défaillances</b>
4.5.1	Définition
4.5.2	Objectifs
4.5.3	Contexte
4.5.4	Principes
4.5.5	Déroulement de l'analyse
<b>4.6</b>	<b>La méthode DIDERO</b>
4.6.1	Le découpage en unités de travail
4.6.2	Le découpage en opérations ou tâches réalisées
4.6.3	L'identification des sources de danger
4.6.4	L'évaluation des risques
4.6.5	La hiérarchisation des risques
4.6.6	Le seuil de « significativité » de la méthode DIDERO
<b>4.7</b>	<b>La sécurité au travail : de la méthodologie à la pratique</b>
<b>4.8</b>	<b>L'élaboration du « document unique » relatif à l'évaluation des risques professionnels</b>
4.8.1	L'évaluation des risques et la situation réelle
4.8.2	Qui est concerné par la réglementation générale ?
4.8.3	Points de repère : la directive-cadre et sa transposition en droit français
4.8.4	Le décret du 5 novembre 2001 : éléments juridiques
4.8.5	La circulaire du 18 avril 2002
4.8.6	Aide à la rédaction du document unique relatif à l'évaluation des risques professionnels
4.8.7	Quelle est l'étendue de cette obligation ?

4.8.8	Modèle de document unique d'évaluation des risques professionnels
4.8.9	La fiche d'évaluation des risques professionnels dans les PMI
4.8.10	Modèle de fiche pour un poste de travail
4.8.11	Modèle de plan d'actions

---

**4.9** | **Check-list des points-clefs pour l'évaluation et la prévention des risques**

4.9.1	Éclairage
4.9.2	Prévention des risques dus au bruit
4.9.3	Ambiance thermique
4.9.4	Substances dangereuses
4.9.5	Risques cancérogènes
4.9.6	Aération - Ventilation
4.9.7	Machines, engins mobiles, engins de levage
4.9.8	Manutention manuelle
4.9.9	Circulation
4.9.10	Écrans de visualisation
4.9.11	Ergonomie du poste de travail
4.9.12	Aménagement des locaux de travail
4.9.13	Incendie - explosion
4.9.14	Électricité
4.9.15	Risques liés au recours à des entreprises extérieures
4.9.16	Opération de maintenance

<b>1</b>	<b>LES RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INCENDIE</b>
<b>1.1</b>	<b>Les réglementations générales</b>
<b>1.2</b>	<b>Les réglementations particulières</b>
1.2.1	Les habitations
1.2.2	Les lieux de travail
1.2.3	Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
1.2.4	Les immeubles de grande hauteur (IGH)
1.2.5	Les établissements recevant du public (ERP)
<b>2</b>	<b>AMÉNAGER LES LOCAUX DANS LE RESPECT DES RÈGLES ÉLÉMENTAIRES DE SÉCURITÉ</b>
<b>2.1</b>	<b>L'implantation des bâtiments</b>
<b>2.3</b>	<b>Le compartimentage et le cloisonnement</b>
<b>2.2</b>	<b>Le comportement au feu des matériaux de construction</b>
2.2.1	La réaction au feu des matériaux de construction
2.2.2	La résistance au feu des éléments de construction
<b>2.4</b>	<b>L'évacuation</b>
2.4.1	Les dégagements et issues
2.4.2	La signalisation
2.4.3	L'éclairage de sécurité
<b>3</b>	<b>CHOISIR LES MOYENS DE PROTECTION</b>
<b>3.1</b>	<b>Comment faire les bons choix ?</b>
3.1.1	Les moyens de premier secours
3.1.2	Les moyens complémentaires aux moyens de premier secours
<b>3.2</b>	<b>Choisir les agents extincteurs</b>
3.2.1	Les différentes classes de feux
3.2.2	L'eau : un agent extincteur
3.2.3	Les mousses
3.2.4	Les poudres
3.2.5	Le dioxyde de carbone
3.2.6	Les autres gaz
3.2.7	Quels agents extincteurs pour quels feux ?
<b>3.3</b>	<b>Choisir le matériel de lutte contre l'incendie</b>
3.3.1	Les extincteurs portatifs
3.3.2	Les extincteurs sur roues
3.3.3	Les robinets d'incendie armés (RIA)

<b>3.4</b>	<b>Les installations d'extinction automatique</b>
3.4.1	Les installations d'extinction automatique à eau type sprinkleurs
3.4.2	Les installations d'extinction automatique à CO2
3.4.3	Les installations d'extinction automatique à gaz inertes et inhibiteurs
<b>4</b>	<b>ORGANISER LES SECOURS</b>
<b>4.1</b>	<b>L’alarme</b>
<b>4.2</b>	<b>L’alerte</b>
<b>4.3</b>	<b>Les principes de l'évacuation</b>
<b>4.4</b>	<b>L’organisation interne des secours</b>
4.4.1	Le cadre réglementaire et technique
4.4.2	Les règles techniques des assurances
4.4.3	L’abonnement prévention et conseil incendie (APCI)
<b>4.5</b>	<b>Le service de sécurité incendie</b>
4.5.1	Les missions du service de sécurité incendie
4.5.2	L’équipe de sécurité incendie dans les établissements industriels ou commerciaux
4.5.3	L’équipe de sécurité incendie dans ERP : obligations
4.5.4	L’équipe de sécurité incendie dans les IGH : obligations
4.5.5	Modèle de liste d'inspections à réaliser par le service de sécurité incendie
<b>5</b>	<b>RÉDIGER LES CONSIGNES DE SÉCURITÉ</b>
<b>5.1</b>	<b>Les consignes générales et particulières relatives à la sécurité incendie</b>
<b>5.2</b>	<b>Les normes applicables</b>
<b>5.3</b>	<b>Les autres consignes de sécurité</b>
<b>6</b>	<b>ORGANISER DES EXERCICES DE SÉCURITÉ INCENDIE POUR LES SALARIÉS</b>
<b>6.1</b>	<b>Informier et sensibiliser</b>
<b>6.2</b>	<b>Former et entraîner</b>
<b>6.3</b>	<b>Les exercices et procédures d'évacuation</b>

<b>7</b>	<b>CONTRÔLER SES INSTALLATIONS</b>
<b>7.1</b>	<b>Contrôles du respect des mesures de prévention</b>
<b>7.2</b>	<b>La surveillance</b>
<b>7.3</b>	<b>Maintenance et prévention incendie</b>
<b>8</b>	<b>LE REGISTRE DE SÉCURITÉ</b>
<b>8.1</b>	<b>Les registres dans les bâtiments à usage d'habitation</b>
<b>8.2</b>	<b>Les registres dans les établissements assujettis au code du Travail</b>
8.2.1	Le registre relatif aux vérifications et contrôles
8.2.2	Registre spécial
8.2.3	Registre pour les Questions d'hygiène, de sécurité, de médecine du travail et de prévention des risques
8.2.4	Le dossier de maintenance
<b>8.3</b>	<b>Registre spécifique aux ERP</b>
<b>8.4</b>	<b>Registre spécifique aux immeubles de grande hauteur</b>

<b>1</b>	<b>ANALYSER LES RISQUES RÉELLEMENT ENCOURUS PAR L'ENTREPRISE</b>
<b>1.1</b>	<b>Politique de sûreté</b>
<b>1.2</b>	<b>Planification</b>
<b>1.3</b>	<b>Mise en œuvre et fonctionnement</b>
1.3.1	Structure et responsabilité
1.3.2	Formation, sensibilisation et compétence
1.3.3	Communication
1.3.4	Documentation
1.3.5	Maîtrise des documents, de l'information et des données
1.3.6	Maîtrise opérationnelle
1.3.7	Capacité à réagir face à une situation d'urgence
<b>1.4</b>	<b>Vérification et action corrective</b>
1.4.1	Surveillance du niveau de performance
1.4.2	Les incidents sûreté, actions correctives et actions préventives
1.4.3	Maîtrise des enregistrements
1.4.4	Audit
1.5	Revue de direction
<b>2</b>	<b>METTRE EN PLACE UN CONTRÔLE D'ACCÈS AUTOMATIQUE DANS L'ENTREPRISE</b>
<b>2.1</b>	<b>Mise en œuvre</b>
2.1.1	Étude conceptuelle
2.1.2	Niveaux de sécurité
<b>2.2</b>	<b>Installation</b>
2.2.1	Lecteurs
2.2.2	Traitement et commandes
2.2.3	Verrouillage
<b>2.3</b>	<b>Formation des utilisateurs</b>
<b>2.4</b>	<b>Réception de l'installation</b>
<b>2.5</b>	<b>Maintenance</b>
<b>3</b>	<b>METTRE EN PLACE LA SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE D'UN SITE</b>
<b>3.1</b>	<b>Le rôle de la surveillance électronique</b>
<b>3.2</b>	<b>Les solutions techniques</b>
3.2.1	L'installation de détection d'intrusion
3.2.2	La station de télésurveillance

<b>3.3</b>	<b>Faire appel à un installateur</b>
3.3.1	La compétence de l'installateur
3.3.2	Faire établir un devis
3.3.3	La réception de l'installation
<b>4</b>	<b>ORGANISER LA SURVEILLANCE ET LE GARDIENNAGE DES LOCAUX</b>
<b>4.1</b>	<b>La surveillance humaine</b>
<b>4.2</b>	<b>Les consignes</b>
<b>4.3</b>	<b>L'intervention</b>
<b>4.4</b>	<b>L'entraînement</b>
<b>5</b>	<b>LA PROTECTION DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES</b>
<b>5.1</b>	<b>Les principes de la protection des informations</b>
<b>5.1.1</b>	<b>Que protéger ?</b>
5.1.2	Qui doit prendre la responsabilité ?
5.1.3	Sous quelle forme se présentent les informations à protéger ?
5.1.4	Les communications écrites peuvent-elles être protégées ?
5.1.5	Les communications orales peuvent-elles être protégées ?
5.1.6	Quelles sont les règles fondamentales de la protection des informations ?
<b>5.2</b>	<b>La mise en place d'un système d'information à protéger</b>
5.2.1	L'argumentaire
5.2.2	L'habilitation des personnes
5.2.3	Les procédures à respecter
5.2.4	La gestion des documents à protéger
5.2.5	Les protections particulières à la communication par moyens électroniques
5.2.6	La sécurité informatique
<b>6</b>	<b>LES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ATTENTAT À LA BOMBE</b>
<b>6.1</b>	<b>Plan de crise en cas d'attentat ou d'alerte à la bombe</b>
<b>6.2</b>	<b>Conseils lors de la réception d'un message d'alerte à la bombe</b>

<b>1</b>	<b>LA CLASSIFICATION DES PRODUITS DANGEREUX</b>
<b>1.1</b>	<b>Définition</b>
<b>1.2</b>	<b>Classements des produits dangereux</b>
1.2.1	La classification européenne harmonisée
1.2.2	Les autres classements
<b>2</b>	<b>LES FICHES DE DONNÉES DE SÉCURITÉ</b>
<b>2.1</b>	<b>Les rubriques de la fiche de données de sécurité (FDS)</b>
<b>2.2</b>	<b>Exemple de fiche de données de sécurité</b>
<b>3</b>	<b>ÉTIQUETER ET EMBALLER LES PRODUITS DANGEREUX</b>
<b>3.1</b>	<b>Étiquetage</b>
<b>3.2</b>	<b>Nature des risques particuliers</b>
3.2.1	Phrases R
3.2.2	Combinaisons de phrases R
<b>3.3</b>	<b>Conseils de prudence</b>
3.3.1	Phrases S
3.3.2	Combinaisons de phrases S
<b>4</b>	<b>COMMENT STOCKER LES PRODUITS DANGEREUX</b>
<b>4.1</b>	<b>La responsabilité de l'entrepositaire</b>
<b>4.2</b>	<b>La connaissance des produits stockés</b>
<b>4.3</b>	<b>La conception du stockage</b>
4.3.1	La compatibilité des produits dangereux
4.3.2	Les conditions de stockage
<b>4.4</b>	<b>La configuration des bâtiments de stockage</b>
<b>5</b>	<b>COMMENT UTILISER LES PRODUITS DANGEREUX</b>
<b>5.1</b>	<b>Les produits de substitution</b>
<b>5.2</b>	<b>Les risques liés aux propriétés physico-chimiques</b>

<b>5.3</b>	<b>L'utilisation des moyens de protection collective</b>
<b>5.4</b>	<b>Le port des équipements de protection individuelle</b>
<b>5.5</b>	<b>La manipulation de produits dangereux</b>
5.5.1	Formation et information du personnel
5.5.2	Protection du personnel
5.5.3	Propreté des locaux
5.5.4	Les produits dangereux usagés
<b>6</b>	<b>CHARGEMENT/DÉCHARGEMENT DES PRODUITS DANGEREUX</b>
<b>6.1</b>	<b>Les aires de chargement/déchargement</b>
<b>6.2</b>	<b>Le protocole de chargement/déchargement</b>
<b>6.3</b>	<b>Le transvasement et le reconditionnement</b>

<b>1</b>	<b>IDENTIFIER LES RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT</b>
<b>2</b>	<b>LES INSTALLATIONS CLASSÉES</b>
<b>2.1</b>	<b>ICPE : la législation</b>
<b>2.2</b>	<b>ICPE : les textes de base</b>
<b>2.3</b>	<b>La nomenclature</b>
<b>2.4</b>	<b>La création d'une installation classée</b>
2.4.1	La notion d'installation
2.4.1	L'articulation avec le permis de construire
<b>2.5</b>	<b>La procédure d'autorisation</b>
2.5.1	Quand, par qui, où, comment ?
2.5.2	L'étude d'impact
2.5.3	L'étude de dangers
2.5.4	Le recours à la tierce expertise
2.5.5	L'enquête publique
2.5.6	L'arrêté d'autorisation
2.5.7	La procédure d'autorisation et le secret
2.5.8	Les servitudes d'utilité publique
<b>2.6</b>	<b>La déclaration</b>
<b>2.7</b>	<b>Les recours et sanctions</b>
2.7.1	Les recours
2.7.2	Les sanctions
<b>2.8</b>	<b>La vie d'une installation classée</b>
2.8.1	Le système de management environnemental
2.8.2	Les contrôles
2.8.3	Le secret industriel
2.8.4	Le rôle du CHSCT
2.8.5	Les plans de secours
2.8.6	Les obligations périodiques des exploitants
2.8.7	Les modifications ou extensions d'installations
2.8.8	Le régime fiscal des installations classées
2.8.9	La cessation d'activité

---

### **3 LA GESTION DES REJETS ET DES DÉCHETS**

---

#### **3.1 Les règles à respecter en matière de rejets**

- 3.1.1 La pollution atmosphérique
  - 3.1.1 La pollution de l'eau
- 

#### **3.1 La gestion des déchets**

- 3.1.1 Les dispositions législatives
  - 3.1.2 Les définitions
  - 3.1.3 Les contrôle des circuits d'élimination de déchets
  - 3.1.4 Élimination des déchets
- 

#### **3.2 La gestion des déversements accidentels et des déchets d'incendie**

- 3.2.1 Les déversements accidentels
  - 3.2.2 Les déchets d'incendie
- 

---

### **4 LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT**

---

#### **4.1 La responsabilité civile**

---

#### **4.2 La responsabilité pénale**

- 4.2.1 La responsabilité de la personne morale
- 4.2.2 La responsabilité de la personne physique

<b>1</b>	<b>QUI FAIT QUOI SUR UN CHANTIER ?</b>
<b>1.1</b>	<b>Missions et responsabilités des différents intervenants</b>
1.1.1	Le maître de l'ouvrage
1.1.2	Maître d'œuvre
1.1.3	L'entrepreneur
1.1.4	Les fournisseurs de matériaux
1.1.5	Le coordonnateur sécurité
1.1.6	Le contrôleur technique
<b>1.2</b>	<b>Le permis de construire</b>
<b>1.3</b>	<b>Les contrôles de sécurité</b>
<b>1.4</b>	<b>L'assurance d'un chantier</b>
<b>1.5</b>	<b>Marchés privés/marchés publics et documents types</b>
<b>2</b>	<b>CHANTIERS DE BÂTIMENT ET DE GÉNIE CIVIL : ORGANISATION ET COORDINATION DE SÉCURITÉ</b>
<b>2.1</b>	<b>La déclaration préalable</b>
<b>2.2</b>	<b>La coordination de sécurité</b>
2.2.1	Trois catégories de chantiers
2.2.2	Le contrat avec le coordonnateur de sécurité
2.2.3	Les missions du coordonnateur de sécurité
<b>2.3</b>	<b>Les différents plans</b>
2.3.1	Le plan général de coordination de la sécurité
2.3.1	Le Plan particulier de sécurité
<b>2.4</b>	<b>Les autres documents</b>
2.4.1	Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)
2.4.1	Le registre journal
<b>3</b>	<b>LES INTERVENTIONS DES ENTREPRISES EXTÉRIEURES</b>
<b>3.1</b>	<b>Définitions</b>
<b>3.2</b>	<b>Obligations de l'entreprise utilisatrice</b>
<b>3.3</b>	<b>Obligations de l'entreprise extérieure</b>
<b>3.4</b>	<b>Les obligations communes et le plan de prévention</b>
3.4.1	L'inspection préalable
3.4.2	L'analyse des risques et le plan de prévention

---

**3.5** | **Les travaux dangereux**

---

**3.6** | **Le permis de feu**

---

**3.7** | **Le travail de nuit ou dans un lieu isolé**

---

**4** | **LES MESURES DE SÉCURITÉ**

<b>1</b>	<b>MÉTHODE POUR ÉTABLIR UNE POLITIQUE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE</b>
<b>2</b>	<b>LE DIAGNOSTIC PRÉALABLE</b>
2.1	Établir un diagnostic
2.2	Modèle de « diagnostic flash »
2.3	Analyser spécifiquement le risque trajet
2.4	Modèle de questionnaire sur les risques des trajets
<b>3</b>	<b>IMPLIQUER LA DIRECTION ET L'ENCADREMENT</b>
3.1	L'action de la direction
3.2	Modèles de chartes qualité / sécurité
3.3	Le rôle de l'encadrement
<b>4</b>	<b>COMMENT RÉALISER UN GUIDE DU CONDUCTEUR ?</b>
4.1	Qu'est-ce qu'un Guide du conducteur ?
4.2	Comment utiliser le Guide du conducteur ?
4.3	Modèle de Guide du conducteur
<b>5</b>	<b>IMPLANTER UNE STRUCTURE DE SÉCURITÉ</b>
5.1	L'équipe sécurité
5.2	Le test d'embauche
5.3	Modèle de test

<b>6</b>	<b>COMMENT ANALYSER LES ACCIDENTS ?</b>
6.1	Les objectifs de l'analyse
6.2	L'entretien avec le conducteur accidenté
6.3	L'utilisation de fiches d'analyse d'accident
6.4	Modèle de fiche d'analyse d'un accident routier
<b>7</b>	<b>TABLEAUX DE BORD POUR SUIVRE LES ACCIDENTS</b>
7.1	La centralisation des fiches d'analyse
7.2	Les tableaux de bord
7.3	Exemples de tableaux de bord
7.4	Faire évoluer sa politique de prévention
<b>8</b>	<b>LA GESTION GLOBALE DU RISQUE CIRCULATION DANS L'ENTREPRISE</b>
8.1	Rappel des points essentiels
8.2	Prendre en compte tous les risques
8.3	Liste des actions de prévention possibles
<b>9</b>	<b>LA CIRCULATION : FICHES D'INFORMATION</b>
9.1	L'alcool et la conduite
9.2	La circulation sur les chantiers
9.3	Les références des articles de loi qui concernent les accidents de la route dans le cadre professionnel

<b>1</b>	<b>LES COÛTS DE SÉCURITÉ</b>
<b>2</b>	<b>EN LIMITANT LES RISQUES</b>
<b>2.1</b>	<b>Identifier ses risques</b>
2.1.1	Étudier la documentation
2.1.2	Mener des entretiens
<b>2.2</b>	<b>Estimer ses risques</b>
<b>2.3</b>	<b>Classer ses risques</b>
<b>2.4</b>	<b>Mettre en place des mesures de prévention</b>
<b>2.5</b>	<b>Mettre en place des moyens de protection</b>
2.5.1	Moyens de protection les plus courants
2.5.2	Deux outils particuliers
<b>3</b>	<b>EN MAÎTRISANT LES DÉPENSES DE SÉCURITÉ</b>
<b>4</b>	<b>EN NÉGOCIANT LES ASSURANCES</b>
<b>4.1</b>	<b>Les contrats</b>
<b>4.2</b>	<b>La déclaration</b>
<b>5</b>	<b>EN CONTRÔLANT LE MONTANT OU EN NÉGOCIANT UNE BAISSÉ DES COTISATIONS ACCIDENTS DU TRAVAIL</b>
<b>5.1</b>	<b>Accident du travail/accident de trajet : définitions</b>
<b>5.2</b>	<b>Les cotisations</b>
<b>5.3</b>	<b>Les ristournes et minorations et les majorations</b>
<b>6</b>	<b>EXEMPLE DE DIMINUTION DES COÛTS GRÂCE À UNE MEILLEURE SÉCURITÉ</b>

<b>1</b>	<b>LE RISQUE DE SANCTIONS PÉNALES EN MATIÈRE D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ</b>
<b>1.1</b>	<b>Les infractions et les sanctions</b>
1.1.1	Les atteintes involontaires à l'intégrité physique des salariés (nouveau code pénal)
1.1.2	Les infractions aux règles d'hygiène et de sécurité prévues au code du travail
<b>1.2</b>	<b>Les personnes physiques pénalement responsables</b>
1.2.1	La personne physique responsable dans l'entreprise
1.2.2	Le chef d'entreprise responsable en cas d'intervention de plusieurs entreprises
<b>1.3</b>	<b>La responsabilité pénale de l'entreprise en tant que personne morale</b>
1.3.1	La condamnation à payer pour les fautes d'un préposé
1.3.2	La condamnation à un plan d'hygiène et de sécurité
1.3.3	La responsabilité pénale propre de l'entreprise
<b>2</b>	<b>LE RISQUE DE SANCTIONS CIVILES</b>
<b>2.1</b>	<b>L'indemnisation complémentaire de la victime</b>
2.1.1	La faute inexcusable de l'employeur ou de son préposé
2.1.2	La faute intentionnelle de l'employeur ou de son préposé
<b>2.2</b>	<b>L'indemnisation des proches de la victime</b>
<b>3</b>	<b>S'EXONÉRER DE SA RESPONSABILITÉ PÉNALE EN CAS D'ACCIDENT</b>
<b>3.1</b>	<b>Invoquer la force majeure</b>
<b>3.2</b>	<b>Soulever l'erreur de droit ou l'erreur de l'administration</b>
<b>3.3</b>	<b>Invoquer le fait d'un tiers ou de la victime</b>
<b>3.4</b>	<b>Prouver l'effectivité de la délégation de pouvoirs</b>

<b>1</b>	<b>LES CONSIGNES</b>
<b>1.1</b>	<b>Les consignes relatives à l'aménagement des locaux</b>
1.1.1	Aération des locaux
1.1.2	Ascenseur
1.1.3	Dossier de maintenance des lieux de travail
1.1.4	Éclairage des lieux de travail
<b>1.2</b>	<b>Les consignes relatives au secteur du bâtiment</b>
1.2.1	Bâtiments et travaux publics : décret du 8 janvier 1965
1.2.2	Opérations de bâtiment et de génie civil
1.2.3	Immeubles de grande hauteur
1.2.4	Bâtiments d'habitation
1.2.5	Bruit
<b>1.3</b>	<b>Consignes en matière d'incendie</b>
<b>1.4</b>	<b>Machines, matériels, appareils, équipements</b>
1.4.1	Accumulateur de matière
1.4.2	Appareils de levage (autres que ascenseurs et monte-charge)
1.4.3	Ascenseurs et monte-charge
1.4.4	Centrifugeuse
1.4.5	Chariots automoteurs
1.4.6	Machines à meules
1.4.7	Plans inclinés
1.4.8	Presses à mouler par injection
1.4.9	Ponts élévateurs pour véhicules
1.4.10	Transporteurs à bandes
1.4.11	Équipements
<b>1.5</b>	<b>Les consignes de sécurité relatives aux matières dangereuses</b>
1.5.1	Agents et procédés cancérogènes
1.5.2	Amiante
1.5.3	Locaux où sont entreposées des substances explosives
1.5.4	Fours à combustibles liquides ou gazeux
1.5.5	Produits chimiques
<b>1.6</b>	<b>Consignes en matière de transports</b>
1.6.1	Véhicules de transport de marchandises
1.6.2	Voies ferrées dans les entreprises
1.6.3	Transports de matières dangereuses
<b>1.7</b>	<b>Consignes en matière de travaux dangereux</b>
1.7.1	Locaux et emplacements de travail à risque particulier de choc électrique
1.7.2	Installations électriques
1.7.3	Peinture et vernis par pulvérisation
1.7.4	Radiations ionisantes
<b>1.8</b>	<b>Dispositions applicables à toutes les entreprises</b>
1.8.1	Accidents du travail
1.8.2	CHSCT
1.8.3	Travail sur écrans de visualisation
1.8.4	Entreprises extérieures intervenantes

1.8.5	Heures de travail
1.8.6	Instructions en matière de santé et de sécurité
1.8.7	Prévention des maladies professionnelles
<b>1.9</b>	<b>Divers</b>
1.9.1	Blanchisseries
1.9.2	Égouts
<b>1.10</b>	<b>Consignes en matière de prévention des risques</b>
<b>2</b>	<b>PRÉVOIR LES RÈGLES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DANS LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR</b>
<b>2.1</b>	<b>L'hygiène et la sécurité dans le règlement intérieur</b>
<b>2.2</b>	<b>Modèle d'un chapitre « Hygiène et sécurité » dans le règlement intérieur</b>
<b>2.3</b>	<b>Modèle de la lettre de convocation du CHSCT pour avis sur le règlement intérieur</b>
<b>2.4</b>	<b>Modèle de P.V de réunion du CHSCT sur le règlement intérieur</b>
<b>2.5</b>	<b>Modèle de la lettre de convocation du CE</b>
<b>2.6</b>	<b>Modèle de P.V. de réunion du CE sur le règlement intérieur</b>
<b>2.7</b>	<b>Modèle de la lettre de convocation des délégués du personnel (en l'absence de CHSCT et de CE)</b>
<b>2.8</b>	<b>Modèle de P.V. de réunion des délégués du personnel sur le règlement intérieur</b>
<b>2.9</b>	<b>Modèle de notification du règlement intérieur à l'inspecteur du travail</b>
<b>3</b>	<b>ASSOCIER LE COMITE D'ENTREPRISE, LE CHSCT ET LE MÉDECIN DU TRAVAIL</b>
<b>4</b>	<b>SANCTIONNER LES SALARIÉS QUI NE RESPECTENT PAS LES CONSIGNES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ</b>
<b>4.1</b>	<b>L'exercice du pouvoir disciplinaire pour faire respecter les règles d'hygiène et de sécurité</b>
<b>4.2</b>	<b>Modèle de lettre d'avertissement</b>
<b>4.3</b>	<b>Modèle de lettre de convocation à toute autre sanction</b>
<b>4.4</b>	<b>Modèle de lettre de convocation à un entretien avec mise à pied conservatoire</b>

<b>4.5</b>	<b>Modèle de lettre de notification d'une mise à pied disciplinaire</b>
<b>5</b>	<b>RESPECTER LES OBLIGATIONS D'INFORMATION ET DE FORMATION DES SALARIÉS</b>
<b>6</b>	<b>RESPECTER ET FACILITER LE DROIT DE RETRAIT DES SALARIES</b>
<b>7</b>	<b>TENIR COMPTE DE L'AVIS DES CAISSES RÉGIONALES D'ASSURANCES MALADIE</b>
<b>8</b>	<b>TENIR COMPTE DE L'AVIS DE L'ADMINISTRATION DU TRAVAIL</b>
<b>9</b>	<b>DÉLÉGUER SES POUVOIRS EN MATIÈRE D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ</b>
<b>9.1</b>	<b>La délégation de pouvoir</b>
9.1.1	Les conditions de la délégation
9.1.2	Les conditions relatives au délégant
9.1.3	Les conditions relatives au délégataire
<b>9.2</b>	<b>Modèle de délégation de pouvoirs</b>